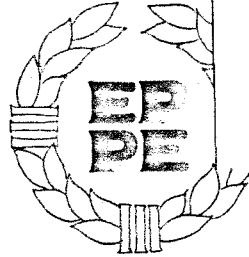


SIMONE VEIL

PRÉSIDENT DU PARLEMENT



Comunidad Europea
Servicio de Información
para América Latina

Quinta Bienvenida, Calle Colibrí, Valle Arriba
Caracas 1060 - Venezuela
Telfs : 91.47.07 - 92.50.56 - 92.39.67

Martín Mauthner

Director del Servicio de Información

ALLOCUTION DEVANT LE CONGRÈS
DU VÉNÉZUÉLA

DISCURSO ANTE EL CONGRESO
DE VENEZUELA

January 26, 1981

ALLOCUTION DE MADAME SIMONE VEIL,
PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN
DEVANT LE CONGRÈS DU VENEZUELA.

DISCURSO DE LA SEÑORA SIMONE VEIL,
PRESIDENTE DEL PARLAMENTO EUROPEO
ANTE EL CONGRESO DE VENEZUELA.

CARACAS, 1981

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous exprimer le plaisir que j'éprouve à me trouver aujourd'hui au Vénézuéla. La Communauté Européenne reconnaît dans votre pays un de ceux qui ont toujours été à la pointe de l'effort des nations d'Amérique Latine pour affirmer leur indépendance et leur identité, en même temps qu'un partisan résolu de la coopération entre les peuples et du dialogue avec l'Europe.

C'est pourquoi je suis particulièrement heureuse de pouvoir aujourd'hui à Caracas adresser le message d'amitié et de coopération de la Communauté Européenne au Gouvernement vénézuélien et à tout le peuple vénézuélien qui, par votre intermédiaire, Messieurs les Membres du Congrès, participe au fonctionnement des Institutions dans un cadre de démocratie et de liberté.

Le 150e anniversaire de la mort de Simon BOLIVAR dont l'oeuvre enthousiaste marqua à tout jamais le destin de votre continent est l'occasion de nous remémorer combien les notions d'indépendance, de liberté et d'union des peuples ont été dès l'origine à la source de l'esprit vénézuélien.

Désormais engagé avec dynamisme dans le développement, le Vénézuéla n'en demeure pas moins à la fois solidaire des pays du Tiers Monde et tourné vers l'Europe. Cet intérêt pour l'Europe, et tout spécialement pour l'Europe qui cherche son unité et se construit, la visite que le Président de la République vénézuélienne, Monsieur Luis HERRERA CAMPINS, a rendue au Parlement européen l'année dernière, en a été une illustration symbolique dont nous avons mesuré toute la portée.

Nous avons notamment retenu que le Président HERRERA CAMPINS s'était fait auprès de notre Assemblée le porte-parole des Etats andins engagés dans un processus démocratique d'intégration. Nous n'en avons que plus regretté que l'étouffement brutal de la liberté chez un de vos partenaires ne permette pas - provisoirement selon notre vœu - à votre oeuvre commune et aux négociations ouvertes avec la Communauté de suivre leur cours normal.

Les peuples des Etats andins savent cependant que les Européens, comme en témoigne l'Histoire, apporteront toujours leur soutien au camp de la liberté et n'oublieront pas ceux qui en sont contre leur gré privés. Je le dis d'autant plus que la Communauté Européenne ressent l'importance qui s'attache à nouer des liens plus étroits avec la Communauté andine. Les objectifs propres de l'Europe l'orientent vers une telle coopération. Votre démarche au sein du Pacte andin est un facteur supplémentaire de notre rapprochement.

°°

La construction européenne, à laquelle oeuvrent ensemble, depuis maintenant près de trente ans, un nombre croissant de pays, répondait certes à un impératif économique : celui de constituer pour nos entreprises un marché à l'échelle du monde moderne.

Pourtant, dès l'origine, c'est surtout une ambition politique qui a poussé nos pays à se regrouper.

La Communauté Européenne, ne l'oublions pas, est d'abord née de la guerre. Elle est issue de la volonté résolue de certains hommes, à un moment où les tensions Est-Ouest prenaient un tour particulièrement aigu, d'éviter le retour aux conflits qui venaient d'ensanglanter le continent. C'est ainsi que Jean MONNET et Robert SCHUMAN voyaient dans la création d'une Europe dynamique, capable d'apparaître graduellement comme une force d'équilibre, la condition de la sauvegarde de la paix.

Mais depuis la fondation de la Communauté, le contexte mondial a fondamentalement changé. Le mouvement de décolonisation, que l'Amérique Latine avait un siècle et demi à l'avance mené à son terme, a porté ses effets sur tous les continents. Depuis près de dix ans, le monde entier ressent de plus en plus durement les effets d'une crise économique généralisée qui semble faire disparaître pour les pays industriels le mirage de l'opulence et pour les pays du Tiers Monde les espoirs naissants de développement. La détente entre les blocs, à laquelle nous nous étions peut-être trop vite habitués, paraît mise en cause.

Dans ce monde de tensions et de profonde appréhension quant à l'avenir de la paix, les motivations des fondateurs de l'Europe n'en conservent pas moins une étonnante actualité, même si leur portée s'est en quelque sorte élargie : les risques d'affrontement concentrés il y a trente ans sur le continent européen, et qui avaient suscité le réflexe de solidarité de ses Etats, ont été pour une bonne part transplantés au niveau mondial. De ce fait, l'enjeu de la construction européenne nous paraît, plus que jamais, lié à sa place dans le monde. Il est de faire en sorte qu'une Europe unie contribue à la mise en oeuvre d'une coopération entre toutes les nations pour assurer les bases de relations politiques et économiques internationales stables.

Pour parvenir à cet objectif, les Etats européens sont résolus à édifier une Communauté forte, capable d'affirmer son indépendance.

C'est ainsi que les Européens ont, au cours des récentes années, progressivement mis en oeuvre une coopération politique plus étroite destinée à coordonner leurs politiques étrangères, afin de répondre d'une seule voix aux événements du monde.

Nous sommes en même temps conscients que cette voix de l'Europe n'aura de poids que dans la mesure où la Communauté existera et sera perçue dans le monde comme une entité économique et politique originale. C'est pourquoi l'approfondissement et la poursuite de l'intégration européenne demeure un objectif majeur. Ils impliquent aujourd'hui, de la part de tous les Etats membres, des efforts d'autant plus grands que la Communauté est déjà parvenue à un stade relativement élaboré de son unité et que chaque pas en avant nouveau est plus difficile. Face aux nouveaux défis de notre temps, les Européens s'efforcent ensemble de mener à bien les réflexions que justifient les mutations auxquelles ils sont confrontés et de dégager les politiques nécessaires.

Il est également significatif que les réformes introduites d'un commun accord par les Etats membres au cours de la période récente pour consolider cette Communauté aient notamment consisté en un approfondissement démocratique. Au fur et à mesure que la Communauté prenait corps, l'élection du Parlement européen au suffrage universel est apparue en effet comme une condition indispensable au resserrement de la solidarité entre ses membres. La réalisation de cette virtualité prévue dès les traités initiaux s'imposait au moment où l'engagement de politiques nouvelles, le développement de la solidarité monétaire, l'élargissement de la Communauté, impliquaient pour l'Europe le franchissement d'un seuil qualitatif nouveau.

Cette Europe que nous faisons est en effet une Communauté d'hommes et de femmes libres, dont le Parlement élu veut être l'expression.

Le Parlement européen est particulièrement désireux que l'Europe demeure ce symbole actif de l'idée démocratique qu'elle a été au cours de son histoire et qui lui a valu son rayonnement. Il l'a montré en plaçant tout de suite parmi ses préoccupations principales la question des droits de l'homme dans le monde. Nous sommes certes pleinement conscients que la reconnaissance des droits de l'homme, c'est d'abord de la part de chaque individu, de chaque Etat, une attitude globale vis-à-vis de lui-même. C'est pourquoi nous entendons que la Communauté poursuive encore plus avant cet approfondissement démocratique qu'elle a entrepris en élisant le premier Parlement multinational du monde.

Jamais sans doute le contraste n'aura été aussi net entre l'universalité apparente des principes reconnus par tous les Etats dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, et leur mépris ouvert dans les trois quarts des pays, moyennant la connivence plus ou moins voilée que favorise le principe, aujourd'hui sacré, de non ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Il est vrai que tout en consacrant juridiquement les droits de l'homme, le monde moderne a vu se développer, à leur rencontre, la tentation totalitaire, qui propose la fausse promesse d'un bien suprême garanti par l'ordre et l'organisation sociale, mais conduit à l'écrasement de l'individu au profit d'un prétendu intérêt collectif.

Il n'en est que plus important de rappeler que ce qui est en jeu en matière de droits de l'homme, ce n'est pas un choix de régime ou de société. C'est la notion même du respect de la dignité universelle de l'être humain, auquel toute idéologie et tout système de gouvernement doit se contraindre, faute de méconnaître le principe le plus fondamental de notre droit consacré par l'ensemble de la Communauté internationale.

C'est d'ailleurs autour de l'affirmation progressive de ce principe que le développement historique de nos sociétés s'est articulé. C'est comme homme libre, ne trouvant son exacte mesure que dans l'exercice même de cette liberté, sans autre limite que celle de son intelligence, sans autre contrainte que celle due au respect de soi-même et des autres, que l'Homme a progressivement réalisé son épanouissement, a exprimé ses aptitudes et sa capacité créatrice et que la société a connu le progrès scientifique, matériel et intellectuel.

C'est toujours de cette capacité inhérente à la liberté que dépend notre avenir social ; c'est en fonction d'elle que nos sociétés trouveront l'élan et la cohésion nécessaires pour surmonter les immenses défis de notre temps, ou nous condamneront sur la voie d'une irrémédiable régression.

Plus grandes sont les menaces à la paix et à la liberté, plus il est donc nécessaire de réaffirmer l'universalité de ces principes fondamentaux et plus il est souhaitable que les pays - peu nombreux - qui y sont fermement attachés s'unissent à cette fin.

C'est pourquoi, dans le contexte de l'Amérique Latine, où ne manquent pas les exemples de régimes d'oppression et d'atteintes aux libertés démocratiques, les efforts faits conjointement par le Vénézuéla et d'autres Etats voisins pour promouvoir la démocratie, sont pour l'Homme un espoir. Compte tenu des problèmes économiques auxquels sont confrontés les pays des Andes, et plus spécialement certains d'entre eux, votre choix qui tend à concilier la voie démocratique et celle du développement, contrairement aux options totalitaires, appelle non seulement l'adhésion, mais aussi le renfort de l'Europe.

° °

Même si bien des exemples montrent qu'il n'y a pas de corrélation nécessaire entre le niveau de vie et le respect des droits de l'Homme, nous ne pouvons ignorer combien le maintien de nombreux pays dans un état de grande pauvreté et de domination économique est un facteur d'instabilité, et par conséquent une menace réelle pour la paix et la liberté. Le développement est ainsi une des conditions majeures contribuant à la défense des droits de l'homme.

Nous ne pouvons cependant qu'être extrêmement préoccupés par les échecs jusque là rencontrés pour la mise en oeuvre d'un véritable nouveau dialogue Nord-Sud. Il nous faut en prendre la mesure et parvenir impérieusement à les surmonter.

Le Parlement européen est convaincu de la nécessité pour la Communauté de développer encore et de diversifier davantage son intervention vis-à-vis du Tiers Monde. Il a tenu à marquer nettement cette orientation en organisant un important débat consacré il y a

quelques mois aux problèmes du développement et du dialogue Nord-Sud. C'est aussi sous son impulsion que la Communauté, tout en continuant une coopération originale instaurée avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a commencé à mettre en oeuvre une politique d'aide à l'égard des pays non associés, à laquelle notre Assemblée s'efforce de donner une dimension accrue.

Il nous faudra aussi, pour répondre effectivement aux besoins des pays les plus pauvres, faire preuve dans notre action de la sélectivité nécessaire. C'est cette préoccupation qui a inspiré la Communauté lors de la fixation de son nouveau schéma quinquennal en matière de préférences généralisées, lesquelles, on doit le reconnaître, ont essentiellement profité jusque là aux pays dont l'économie était la plus diversifiée.

Il ne faut pas masquer la grande difficulté qu'éprouvent les Gouvernements des pays industriels pour aller dans une telle voie à un moment où la crise économique réduit les capacités financières de tous les Etats et où, en période de grave sous-emploi, les opinions publiques sont particulièrement sensibles aux difficultés créées par la concurrence d'industries qui sont placées dans des conditions différentes.

C'est pourquoi cet effort des pays industriels nécessite fondamentalement que les opinions publiques aient conscience de l'intérêt majeur que représente, pour leur propre activité, pour leur emploi, en somme pour leur avenir même, le développement des pays du Tiers Monde. Or tel n'est pas le cas. L'opinion a au contraire tendance à voir dans l'aide au développement une démarche purement altruiste, d'autant plus mal ressentie que l'on se trouve en période où son propre pouvoir d'achat est menacé. Les élus européens ont sur ce point une responsabilité vis-à-vis de l'opinion publique, qu'ils entendent assumer pleinement. Le grand débat organisé l'année dernière en est la preuve. Nous avons constaté qu'un tel débat avait eu des répercussions sur les autres Institutions de la Communauté, notamment le Conseil, et aussi dans l'opinion publique, même si nous devons encore à l'avenir aller plus loin.

L'action de la Communauté doit aussi s'intégrer dans le cadre de négociations globales entre tous les partenaires, qui ne se limitent d'ailleurs pas aux problèmes commerciaux, mais intègrent bien d'autres domaines tels que par exemple les relations monétaires et les transferts de technologie.

Compte tenu des interdépendances qui sont en jeu, aucune des parties ne peut en effet, quelle que soit sa volonté, parvenir à l'objectif si ambitieux qui est celui de promouvoir un nouvel ordre économique international. La Communauté Européenne entend y concourir, tant par ses propres initiatives qu'en travaillant au sein des instances internationales. Mais la Communauté reconnaît également la contribution majeure aux progrès du dialogue Nord-Sud qui est apportée par d'autres pays ou groupe de pays, et notamment aujourd'hui par le Vénézuéla, tant au niveau régional que dans le cadre de l'OPEP. Notre succès dans cette tâche dépendra de notre capacité à faire converger nos démarches dans un sens qui soit celui de la coopération et non pas de l'affrontement.

°°°

Rompant avec une période dont l'histoire retiendra les excès de l'imprévoyance, les années soixante dix ont posé avec acuité le problème du coût et de la disponibilité de l'énergie. Ce problème concerne tous les pays, mais confronte notamment maints pays en développement à des épreuves d'une gravité exceptionnelle. Pour ceux-ci, la croissance doit se traduire à juste titre par une augmentation des besoins en énergie, tandis que le déséquilibre de leur balance des paiements les rend très vulnérables à l'évolution du marché, notamment pour ce qui concerne le pétrole qui tient une grande place dans leur bilan énergétique. Les pays de l'OPEP apportent à ces pays les plus touchés une aide particulièrement appréciable.

Le Pacte Andin, à cet égard, regroupant d'une part un des premiers producteurs et surtout exportateurs de pétrole, d'autre part certains pays parmi les moins favorisés, peut constituer un cadre particulièrement efficace de coopération régionale.

C'est cependant aux responsabilités de tous les pays, consommateurs et producteurs, que fait appel la recherche d'une situation plus stable du marché mondial de l'énergie.

Il est du devoir des pays industriels de maîtriser leur consommation en fonction de la rareté des ressources, et de promouvoir le développement d'énergies alternatives.

Parce qu'ils sont, plus que d'autres, dépendants de leurs importations pour la fourniture de leur énergie, les pays de la Communauté ont vite eu pleine conscience de cet impératif. Ils ont pris l'initiative, avec leurs partenaires occidentaux, de se fixer des normes précises en matière d'importation de pétrole. Ils ont mis l'accent sur la nécessité de produire des énergies de remplacement et retenu, sur ce point également, des normes très concrètes à atteindre. Ils se sont engagés sur la voie d'un mode de croissance moins dépendant de la consommation d'énergie et en particulier de pétrole. Leur intention est de poursuivre dans cette direction, et d'en assumer le coût élevé. Le Parlement européen, à plusieurs reprises l'année dernière, a manifesté l'importance qu'il attachait à la définition de ces objectifs énergétiques de la Communauté et entendra veiller de près à ce qu'ils soient poursuivis.

Ces dernières actions ne porteront cependant leurs fruits que progressivement. Il n'en est que plus important, durant cette période où les pays industriels compriment leur consommation, au prix de lourdes mutations structurelles, que la fixation des prix du pétrole et des quantités offertes tienne compte des conditions réelles du marché.

Les pays consommateurs savent que ces conditions continueront de se traduire par un ajustement régulier des prix. Il n'en demeure pas moins qu'une évolution ne correspondant pas aux facteurs

économiques objectifs ne peut conduire qu'à un accroissement des tensions économiques et politiques, et faire le jeu de ceux pour qui la possession du pétrole est une arme qu'ils utilisent le cas échéant pour entretenir des conflits.

A cette attitude, dont on n'ose imaginer jusqu'où elle peut nous entraîner, nous entendons répondre par une affirmation responsable de nos interdépendances.

Une vision à long terme fait apparaître l'intérêt évident pour l'ensemble du monde d'une mise en commun des ressources naturelles et des technologies, sur la base de relations respectant les droits fondamentaux des Etats. Il est à ce sujet frappant de constater combien, en même temps que les pays industriels cherchent à réduire leur dépendance à l'égard du pétrole, les pays pétroliers eux-mêmes ont conscience de la fragilité que peut représenter pour eux la possession par nature temporaire, d'une seule énergie et la vente d'un seul produit. A juste titre, ces pays s'efforcent de promouvoir sur leur propre sol les énergies de remplacement et de diversifier leur économie dans le secteur industriel.

La politique suivie par le Vénézuéla est à cet égard d'une très grande lucidité.

La prise en compte de ces interdépendances devrait amener tous les pays concernés à un dialogue constructif dans le domaine de l'énergie. L'année dernière, lors de leur Sommet de Venise, les membres de la Communauté, sans dissimuler leur préoccupation, ont tenu à souligner qu'ils y étaient ouverts.

Le conflit survenu au cours des derniers mois au Moyen-Orient, avec les risques accrus de déstabilisation qu'il comporte, souligne l'extrême difficulté de parvenir à cet objectif, qui n'en demeure pas moins fondamental.

Nous n'en estimons que plus le rôle du Vénézuéla au sein de l'OPEP, et apprécions tout spécialement que celui-ci incombe ainsi à un pays dont les liens avec l'Europe sont de plus en plus étroits.

°°°

A l'exigence de définir de nouveaux rapports dans le monde, fondés sur l'indépendance et la coopération, les relations entre la Communauté Européenne et l'Amérique Latine peuvent apporter une réponse positive.

La volonté tant de l'Amérique Latine que de l'Europe d'affirmer leur identité est un élément qui favorise ces relations. Elle souligne les affinités qui nous rapprochent, et qui ne tiennent pas seulement à des liens de culture et de civilisation que l'histoire nous a légués. Celles-ci tiennent aussi à la convergence d'une démarche politique consistant à répondre aux défis de notre temps grâce à la construction d'une communauté multinationale intégrée.

Nos relations ont néanmoins pour handicap la distance qui a longtemps séparé nos continents, et je dirais une certaine ambiguïté que l'histoire a fait peser sur les rapports entre l'Europe et l'Amérique Latine.

Terre rude où l'Homme est pauvre mais fier, la Cordillère recèle des trésors qui n'ont guère, pendant de longs siècles, enrichi son peuple, tant elle a excité les convoitises de l'étranger qui l'a dominé, sinon pillé. Il n'en a été que plus soucieux d'affirmer son indépendance, dont BOLIVAR voyait le fondement dans la création d'une fédération andine, et c'est contre l'Europe tutélaire que les nations latino-américaines se sont formées et affirmées.

La barrière des Andes a longtemps exercé sur les pionniers venus d'Europe une attraction puissante. Les liens établis par Christophe Colomb, Mermoz et aujourd'hui le Concorde, sont apparus comme autant de

symboles du resserrement du monde. Cependant, la divergence du destin de nos continents n'a pas manqué de susciter entre nous un certain délaissement.

Le même souci d'indépendance, qui avait il y a 150 ans animé contre l'Europe les nations latino-américaines et qui aujourd'hui les pousse comme nous à s'affranchir des grandes puissances, justifie au contraire que nous resserriions nos liens.

La Communauté a ainsi développé progressivement un dialogue avec l'Amérique Latine, dialogue auquel les conférences organisées régulièrement entre le Parlement européen et le Parlement latino-américain a apporté un précieux complément.

Il est vrai que ce dialogue a jusque là connu des limites, et que se fait sentir le besoin d'un changement qualitatif dans les relations entre l'Europe et l'Amérique Latine, conduisant à une coopération économique plus étroite.

Les relations de la Communauté avec le Pacte Andin, qui veut être la forme la plus achevée des regroupements régionaux latino-américains, pourront être un facteur significatif de ce changement.

Par leur Union, les signataires de l'accord de Carthagène se sont en effet fixés des objectifs qui, malgré les différenciations géo-politiques, économiques et sociales présentent avec ceux de la Communauté européenne d'indéniables convergences.

Il y a là une source d'attraction mutuelle. Nul doute que ses effets en seront décuplés lorsque la Communauté comprendra les pays de la péninsule ibérique, et c'est un facteur que les Européens prennent en compte dans le bénéfice attendu de notre élargissement.

Bien plus qu'un partenaire économique, avec lequel les potentialités d'échanges sont cependant sérieuses, étant donné nos complémentarités, le Pacte Andin veut être une entité indépendante et démocratique avec laquelle la Communauté ne peut pas ne pas retrouver une certaine image d'elle-même.

Votre volonté d'indépendance à l'égard des blocs, qui vous conduit à vous unir pour mieux vous faire entendre sur la scène internationale, est très comparable à celle qui est la nôtre.

Votre volonté démocratique, que symbolise l'institution d'un Parlement destiné à être élu au suffrage universel, et que vous avez exprimée à nouveau, conjointement avec d'autres pays d'Amérique Centrale, dans la Déclaration de Santa Marta, conduit la Communauté Européenne, et notamment son Parlement élu, à se sentir très concernée par votre entreprise.

L'ouverture de négociations l'année dernière avec la Communauté en a été le signe concret.

Les difficultés internes du Pacte, à la suite du coup d'Etat survenu en Bolivie, ont provisoirement compromis la poursuite de ces négociations. Il importe - et telle a été la préoccupation du Parlement européen lorsqu'il a manifesté sa ferme condamnation des événements de Bolivie - que cette situation ne porte pas préjudice aux autres partenaires andins auxquels la Communauté entend marquer son soutien.

Le contenu de cette coopération reste encore pour une large part à définir. Compte tenu de la situation de départ, nous devons être réalistes : toutes ses modalités ne se concrétiseront pas en un jour et il nous faudra travailler ensemble progressivement pour lui donner corps. Il est important d'abord d'instaurer un cadre, qui permette à une concertation permanente de s'instaurer entre nous, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique.

Dans ce cadre, le Parlement européen sera désireux d'entretenir des relations avec le Parlement andin. Il a, pour ce qui le concerne, engagé une réflexion sur les modalités selon lesquelles pourraient être aménagées ces relations, qu'il souhaite voir se concrétiser rapidement.

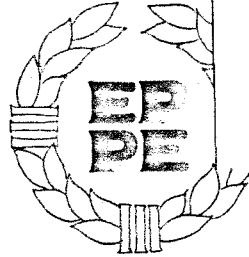
Ainsi nos deux Communautés, par les rapports qu'elles sauront nouer entre nos continents, devraient apporter une contribution exemplaire à ce nouveau dialogue dans lequel nous souhaitons voir tous les pays s'engager, et à ce monde plus solidaire auquel nous aspirons.

Simone VEIL

Caracas, 28 Janvier 1981

SIMONE VEIL

PRÉSIDENT DU PARLEMENT



Comunidad Europea
Servicio de Información
para América Latina

Quinta Bienvenida, Calle Colibrí, Valle Arriba
Caracas 1060 - Venezuela
Telfs : 91.47.07 - 92.50.56 - 92.39.67

Martín Mauthner

Director del Servicio de Información

ALLOCUTION DEVANT LE CONGRÈS
DU VÉNÉZUÉLA

DISCURSO ANTE EL CONGRESO
DE VENEZUELA

January 16, 1981

ALLOCUTION DE MADAME SIMONE VEIL,
PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN
DEVANT LE CONGRÈS DU VENEZUELA.

DISCURSO DE LA SEÑORA SIMONE VEIL,
PRESIDENTE DEL PARLAMENTO EUROPEO
ANTE EL CONGRESO DE VENEZUELA.

CARACAS, 1981

Señor Presidente,

En primer lugar permítame manifestarle que es un placer para mí encontrarme hoy en Venezuela. La Comunidad Europea ha considerado siempre a su país como uno de los que siempre estuvo en la avanzada del esfuerzo de las naciones de América Latina para afirmar su independencia y su identidad, permaneciendo siempre como un convencido partidario de la cooperación entre los pueblos y del diálogo con Europa.

Es por lo que estoy particularmente feliz de poder dirigir hoy, en Caracas, el mensaje de amistad y cooperación de la Comunidad Europea al gobierno venezolano y a todo el pueblo de Venezuela que por mediación vuestra, Señores miembros del Congreso, participa en el funcionamiento de las Instituciones en el marco de la democracia y la libertad.

El 150 aniversario de la muerte de Simon BOLIVAR, cuya entusiasta obra marcó para siempre el destino de nuestro continente, es la ocasión para recordar como las nociones de independencia, de libertad y de unión de los pueblos han sido, desde los orígenes, la fuente del espíritu venezolano.

Comprometida con dinamismo en el desarrollo futuro Venezuela no deja, al mismo tiempo, de ser solidaria con los países del Tercer Mundo y de estar vuelta hacia Europa. Este interés por Europa, y muy especialmente por la Europa que busca su unidad, y que está haciéndose, lo ha manifestado el Presidente de la República venezolana, Sr. Luis HERRERA CAMPINS cuya visita efectuada el año pasado al Parlamento Europeo supuso una manifestación simbólica que hemos apreciado en toda su significación.

Especialmente hemos subrayado que el Presidente HERRERA CAMPINS se manifestara ante nuestra Asamblea como el portavoz de los Estados Andinos comprometidos en un proceso democrático de integración. No tenemos nada más que lamentar que la brutal sofocación de la libertad en uno de vuestros miembros no permita, -de forma provisional esperamos-, a vuestra empresa común y a las negociaciones emprendidas con la Comunidad el seguir su curso normal.

Los pueblos de los Estados andinos saben, sin embargo, que los europeos, como lo atestigüa la Historia, aportarán siempre su apoyo al mundo de la libertad y no olvidarán a los que contra su voluntad están privados de ella.

Lo digo tanto más porque la Comunidad Europea valora la importancia que se atribuye a establecer vínculos más estrechos con la Comunidad andina. Los propios objetivos de Europa se orientan hacia una tal cooperación. Vuestra iniciativa en el seno del Pacto Andino es un factor adicional de nuestro acercamiento.

La construcción europea, en la cual trabajan juntos desde hace ahora cerca de treinta años un número creciente de países, responde ciertamente a un imperativo económico: el crear para nuestras empresas un mercado a escala del mundo moderno.

Por tanto, desde el principio es sobre todo una ambición política la que ha empujado a nuestros países a reagruparse.

La Comunidad Europea, no lo olvidemos, al principio surgió de la guerra. Fué la consecuencia de la resuelta voluntad de ciertos hombres, en un momento en que las tensiones Este-Oeste tomaban un giro particularmente peligroso, de evitar la vuelta a los conflictos que acababan de ensangrentar el continente. Fué así que Jean MONNET y Robert SCHUMAN vieron en la creación de una Europa dinámica, capaz de aparecer gradualmente como una fuerza de equilibrio, la condición para conservar la paz.

Pero desde la fundación de la Comunidad, el contexto mundial ha cambiado ciertamente de forma fundamental. El movimiento de descolonización, que América Latina hacía siglo y medio que había concluido ha producido sus efectos sobre todos los continentes. Desde hace cerca de diez años, el mundo entero experimenta, cada vez más duramente, los efectos de una crisis económica generalizada que parece que hará desaparecer para los países industriales el espejismo de la opulencia y para los países del Tercer Mundo las nacientes esperanzas de desarrollo. La distensión entre los bloques, a la que quizás nos habíamos acostumbrado demasiado deprisa, parece puesta en entredicho.

En este mundo de tensiones y profundo temor en cuanto al porvenir de la paz, las motivaciones de los fundadores de Europa no dejan de conservar una extraña actualidad, incluso aunque su dimensión se haya ampliado en cierta medida.

Los riesgos de enfrentamiento, que hace treinta años se concentraban sobre el continente europeo, y que provocaron la reacción de solidaridad de sus miembros, han sido, en gran parte, trasplantados a nivel mundial. Es por ello que el envite de la construcción europea nos parece, cada vez más, ligado al lugar que ocupa en el mundo. Es el hacer de forma que una Europa unida contribuya a la puesta en marcha de una cooperación entre todas las naciones para asegurar las bases estables de las relaciones políticas y económicas internacionales.

Para llegar a este objetivo los Estados europeos están resueltos a construir una Europa fuerte, capaz de afirmar su independencia.

Es por ello que los europeos, en el curso de los últimos años, han puesto en práctica, de forma progresiva, una cooperación política más estrecha destinada a coordinar sus políticas extranjeras a fin de responder, con una sola voz, a los acontecimientos mundiales.

Al mismo tiempo somos conscientes que esta voz de Europa no tendrá peso nada más que en la medida en que la Comunidad exista y sea conocida en el mundo como una entidad económica y política original. Es por lo que el ahondamiento y la continuidad de la integración europea sigue siendo un objetivo principal.

Ello obliga hoy a que los Estados realicen esfuerzos cada vez mayores ya que la Comunidad ha llegado ya a un logro relativamente importante conseguido en su unidad y cada nuevo paso adelante es más difícil.

Frente a los nuevos desafíos de nuestro tiempo los europeos se esfuerzan, conjuntamente, en llevar a buen término las reflexiones que justifican los cambios a los cuales deben de hacer frente y realizar las políticas necesarias.

Es igualmente significativo que las reformas introducidas de común acuerdo por los Estados miembros durante el período reciente para consolidar esta Comunidad hayan consistido especialmente en una profundización democrática. A medida que la Comunidad está tomando cuerpo la elección del Parlamento Europeo por sufragio universal aparecía, de hecho, como una condición indispensable al estrechamiento de la solidaridad entre sus miembros. La realización de este evento, previsto en los tratados iniciales, se imponía en el momento en que la adopción de nuevas políticas, el desarrollo de la solidaridad monetaria, la ampliación de la Comunidad implicaban para Europa el franqueo de un umbral cualitativo nuevo.

Esta Europa que estamos haciendo es, en efecto,

una Comunidad de hombres y mujeres libres, de la que el Parlamento elegido quiere ser su expresión.

El Parlamento Europeo está particularmente interesado en que Europa siga siendo este símbolo activo de la idea democrática que mantuvo a lo largo de su historia y que le ha valido su esplendor. Lo ha demostrado colocando enseguida entre sus principales preocupaciones el tema de los derechos del hombre en el mundo. Pero estamos ciertamente conscientes de que el reconocimiento de los derechos del hombre es en primer lugar por parte de cada individuo, de cada Estado, una actitud global frente al mismo. Es porque entendemos que la Comunidad persigue aún más esta profundización democrática por lo que la ha emprendido eligiendo al primer parlamento multinacional del mundo.

Nunca había sido tan neto el contraste entre la universalidad aparente de los principios reconocidos por todos los Estados en la Declaración Universal de los Derechos del Hombre, y su abierto desprecio en las tres cuartas partes de los países, mediante la connivencia más o menos velada que favorece el principio, hoy sagrado, de no ingerencia en los asuntos internos de los Estados.

Es verdad que, al mismo tiempo que consagra jurídicamente los derechos del hombre, el mundo moderno ha visto desarrollarse, por contra, la tentación totalitaria que propone la falsa promesa de un bien supremo garantizado por el orden y la organización social pero que, en realidad, conduce al atropello del individuo en provecho de un supuesto interés colectivo.

No es menos importante el recordar que lo que está en juego, en materia de derechos del hombre, no es la elección de un régimen o una sociedad. Es la noción misma del respeto de la dignidad universal del ser humano, al que toda ideología y todo sistema de gobierno debe doblegarse mientras se desconozca el principio más fundamental de nuestro derecho consagrado por el conjunto de la Comunidad internacional.

Es, por otra parte, alrededor de la afirmación progresiva de este principio que se ha articulado el desarrollo histórico de nuestras sociedades. Es como hombre libre -no encontrando su exacta medida que en el mismo ejercicio de esta libertad, sin otro límite que el de su inteligencia, sin otra coacción que la debida al al respeto de si mismo y de los demás- que el hombre ha realizado progresivamente su completo desarrollo, ha expresado sus aptitudes y su capacidad creadora y que la sociedad ha conocido el progreso científico, material e intelectual.

Es siempre de esta capacidad inherente a la libertad de la que depende nuestro porvenir social: es en función de la misma que nuestras sociedades encontrarán el impulso y la cohesión necesarias para superar los inmensos desafíos de nuestro tiempo, o nos condenaremos por la vía de un irremediable retroceso.

Cuanto más grandes sean las amenazas a la paz y a la libertad más necesario es reafirmar la universalidad de estos principios fundamentales y más deseable es que los países, -no muy numerosos- que están firmemente vinculados a ellos se unan a tal fin.

Es por lo que en el contexto de América Latina, donde no faltan ejemplos de regimenes de opresión y atentados a las libertades democráticas, los esfuerzos realizados conjuntamente por Venezuela y otros Estados vecinos para promover la democracia son una esperanza para el hombre. Habida cuenta de los problemas económicos a los cuales se enfrentan los países de los Andes, y más especialmente algunos de ellos, nuestra opción que pretende conciliar la vía democrática y la del desarrollo, contrariamente a las opciones totalitarias, pide no sólo la adhesión sino también el refuerzo de Europa.

o o
o

Aunque haya muchos ejemplos que demuestran que no existe una correlación necesaria entre el nivel de vida y el respeto de los derechos del hombre, no podemos ignorar cómo la permanencia de numerosos países en una situación de gran pobreza y de dominación económica es un factor de inestabilidad y, en consecuencia, una auténtica amenaza para la paz y la libertad. El desarrollo es por ello una de las principales condiciones que contribuyen a la defensa de los derechos del hombre.

Sin embargo, no podemos nada más que estar extremadamente preocupados por los fracasos hasta ahora cosechados en la puesta en práctica de un auténtico nuevo diálogo Norte-Sur. Hay que tomar medidas y llegar imperiosamente a superarlos.

El Parlamento Europeo está convencido de la necesidad para la Comunidad de desarrollar aún y de diversificar más su intervención de cara al tercer mundo. Ha querido destacar especialmente esta orientación organizando un importante debate, hace algunos meses, que estuvo consagrado a los problemas del desarrollo y del diálogo Norte-Sur. Es también a impulsos suyos que la Comunidad, continuando una cooperación original establecida con los países de África, Caribe y Pacífico ha comenzado a poner en marcha una política de ayuda con respecto a los países no asociados, a la que nuestra Asamblea se esfuerza por dar una mayor dimensión.

Nos hará falta también, para responder de una forma efectiva a las necesidades de los países más pobres, el desarrollo en nuestra acción de la selectividad necesaria. Es esta preocupación la que ha motivado a la Comunidad con ocasión de la adopción de su nuevo esquema quinquenal en materia de preferencias generalizadas, las cuales hay que reconocer han aprovechado, esencialmente, hasta ahora a países cuyas economías eran de lo más diversificado.

No hay que ocultar la gran dificultad que experimentan los gobiernos de los países industrializados para caminar por una tal vía en un momento en que la crisis económica reduce las capacidades financieras de todos los Estados y, cuando en grave periodo de paro, las opiniones públicas son particularmente sensibles a las dificultades creadas por la competencia de industrias que están situadas en condiciones diferentes.

Es por lo que este esfuerzo de los países industriales necesita fundamentalmente que las opiniones públicas tengan conciencia del interés mayor que representa para su propia actividad, para su empleo, y en suma, para su propio porvenir, el desarrollo de los países del Tercer Mundo. Pero no es este el caso. La opinión por el contrario, tiene tendencia a considerar la ayuda al desarrollo como una iniciativa puramente altruista, mal aceptada por cuanto se atraviesa una época en que su propio poder de compra está amenazado. Los elegidos europeos tienen a este respecto una responsabilidad de cara a la opinión pública que quieren asumir plenamente. El gran debate organizado el año pasado es una prueba de ello. Hemos constatado que este debate tuvo repercusiones sobre las otras Instituciones de la Comunidad, especialmente el Consejo, y también en la opinión pública aunque todavía debemos ir más lejos en el futuro.

La acción de la Comunidad debe integrarse, también, en el marco de las negociaciones globales entre todos los asociados que no se limiten, por otra parte, a materias tales como, por ejemplo, las relaciones monetarias y las transferencias de tecnología.

Habida cuenta de las interdependencias que están en juego ninguna de las partes puede, en efecto, cualquiera que sea su voluntad, llegar a un objetivo tan ambicioso como el de promover un nuevo orden económico internacional. La Comunidad quiere concurrir al mismo tanto por sus propias iniciativas como trabajando en el seno de las instancias internacionales.

Pero la Comunidad reconoce, igualmente, la gran contribución al progreso del diálogo Norte-Sur que han aportado otros países o grupos de países y especialmente, hoy, por Venezuela tanto a nivel regional como en el marco de la OPEP. Nuestro éxito en esta tarea dependerá de nuestra capacidad de hacer coincidir nuestras iniciativas en un sentido que sea el de la cooperación y no el del enfrentamiento.

o o
o

Rompiendo con un período, del que la historia juzgará los excesos de imprevisión, los años setenta han planteado con agudeza el problema del coste y de la disponibilidad de energía. Este problema afecta a todos los países, pues especialmente enfrenta a diversos países en desarrollo a pruebas de una excepcional gravedad. Para estos el crecimiento se traduce, naturalmente, en un aumento en las necesidades de energía mientras que el desequilibrio de sus balanzas de pagos los hace muy vulnerables a la evolución del mercado, especialmente en lo que se refiere al petróleo que ocupa un lugar destacado en su balance energético. Los países de la OPEP aportan a los países más afectados una ayuda particularmente apreciable.

El Pacto Andino, a este respecto, por agrupar de una parte a uno de los primeros productores, y sobre todo exportadores de petróleo, y por otra parte a algunos países entre los menos favorecidos puede representar un marco particularmente eficaz de cooperación regional.

Sin embargo, es a todos los países, consumidores y productores, a quien se solicita la búsqueda de una situación más estable del mercado mundial de la energía.

Es deber de los países industrializados el controlar su consumo en función de la escasez de recursos y promover el desarrollo de energías alternativas.

Porque son, más que el resto de los países, dependientes de sus importaciones para aprovisionarse de energía, los países de la Comunidad han tomado rápidamente plena conciencia de este imperativo. Han tomado la iniciativa, junto con sus asociados occidentales, de fijarse normas precisas en materia de importación de petróleo. Han hecho hincapié en la necesidad de producir energías de sustitución e igualmente se han marcado, a este respecto, metas muy concretas a alcanzar. Se han comprometido por el camino de un modo de crecimiento menos dependiente del consumo de energía y, en particular, del petróleo. Su intención es continuar en esta dirección y asumir su elevado costo. El Parlamento Europeo, en varias ocasiones el pasado año, ha manifestado la importancia que atribuye a la definición de estos objetivos energéticos de la Comunidad y pretende seguirlos de cerca para que sean alcanzados.

Sin embargo, este conjunto de acciones no darán su fruto nada más que de una forma progresiva. No es menos importante que durante este periodo en que los países industriales reducen su consumo, a costa de gravosas modificaciones estructurales, que la fijación de los precios del petróleo y de las cantidades ofrecidas tengan en cuenta las condiciones reales de mercado.

Los países consumidores saben que estas condiciones continuarán por traducirse en un ajuste regular de precios. Sin embargo, no es menos cierto que una evolución que no corresponda a factores económicos objetivos no supondría otra cosa que un aumento de las tensiones económicas y políticas, y a hacer el juego para los que la posesión del petróleo es un arma que utilizan, llegado el caso, para mantener conflictos.

Frente a esta actitud, de la que no quiero ni imaginar hasta donde podría llevarnos, pretendemos responder mediante una afirmación responsable de nuestras interdependencias.

Una visión de futuro manifiesta el evidente interés, para el conjunto del mundo, de poner en común los recursos naturales y las tecnologías sobre la base de relaciones que respeten los derechos fundamentales de los Estados. A este respecto es chocante el apreciar como, al mismo tiempo que los países industriales tratan de reducir su dependencia con respecto al petróleo, los mismos países petroleros tienen conciencia de la fragilidad que puede representar para ellos la posesión, temporal por naturaleza, de una única energía, y la venta de un solo producto. Con buen juicio estos países se esfuerzan en promover en su propio territorio energías de sustitución y diversificar su economía en el sector industrial.

La política que a este respecto sigue Venezuela es de una gran lucidez.

La toma de conciencia de estas interdependencias debería conducir a todos los países a un diálogo constructivo en el terreno de la energía. El año pasado, con ocasión de la cumbre de Venecia, los miembros de la Comunidad, sin disimular su preocupación, han resaltado que ellos estaban abiertos a ello.

El conflicto acaecido en Oriente Medio en el curso de los últimos meses, con el aumento de los riesgos de desestabilización que comporta, subraya la extrema dificultad de llegar a este objetivo, que permanece siempre como fundamental.

Nosotros no hacemos nada más que estimar el papel de Venezuela en el seno de la OPEP y apreciamos, muy especialmente, que éste sea de la incumbencia de un país cuyos lazos con Europa son cada vez más estrechos.

A la exigencia de definir nuevos contactos en el mundo, apoyados en la independencia y la cooperación, las relaciones entre la Comunidad Europea y América Latina pueden aportar una respuesta positiva.

La voluntad tanto de América Latina como de Europa de afirmar su identidad es un elemento que favorece estas relaciones. Subraya las afinidades que nos acercan, y que no hacen referencia solamente a los lazos culturales y de civilización que la historia nos ha legado. Esta hace referencia, también, a la convergencia de una iniciativa política que consiste en responder a los desafíos de nuestro tiempo gracias a la construcción de una comunidad internacional integrada.

Nuestras relaciones tienen, sin embargo, como handicap la distancia que ha separado nuestros continentes durante mucho tiempo, y yo diría que una cierta ambigüedad que la historia ha hecho pesar en las relaciones entre Europa y América Latina.

Tierra ruda, donde el hombre es pobre pero altivo, la Cordillera recela de los tesoros que, durante siglos, apenas si han enriquecido a su pueblo mientras que despertó la codicia del extranjero que la ha dominado, si no saqueado. No ha estado menos inquieta por afirmar su independencia en la que BOLIVAR veía la base para crear una federación andina, y es contra la Europa tutelar como las naciones latinoamericanas se han formado y afirmado.

La barrera de los Andes ha ejercido durante mucho tiempo una poderosa atracción sobre los pioneros llegados de Europa. Los lazos establecidos por Cristóbal Colón, Mermoz y, hoy día, el Concorde se han presentado como otros tantos símbolos del estrechamiento del mundo. Sin embargo, la divergencia del destino de nuestros continentes no ha dejado de suscitar entre nosotros un cierto alejamiento.

El mismo deseo de independencia que hace 150 años impulsaba contra Europa a las naciones latinoamericanas y que hoy las

empuja, como a nosotros, a franquear los bloques justifica, por el contrario, que estrechemos nuestros lazos,

La Comunidad ha desarrollado de esta manera, y de forma progresiva, un diálogo con América Latina, diálogo al que las sucesivas conferencias organizadas regularmente entre el Parlamento Europeo y el Parlamento Latinoamericano ha aportado un estimable complemento.

Es verdad que este diálogo ha conocido hasta ahora ciertos límites, y que se hace notar la necesidad de un cambio cualitativo en las relaciones entre Europa y América Latina que conduzca a una cooperación económica más estrecha.

Las relaciones de la Comunidad con el Pacto Andino, que quiere ser la forma más acabada de las agrupaciones regionales latinoamericanas, podrán ser un factor significativo de este cambio.

Por su Unión los firmantes del acuerdo de Cartagena se han fijado, en efecto, objetivos que a pesar de las diferencias geopolíticas, económicas y sociales, presentan inegables convergencias con los de la Comunidad Europea.

Hay una fuente de atracción mutua. Sin duda sus efectos se verán multiplicados cuando la Comunidad integre a los países de la península ibérica, y es uno de los factores que los europeos toman en cuenta en los beneficios que se esperan de nuestra ampliación.

Más que un asociado económico, pese a que la potencialidad de los intercambios son serios, dado nuestra complementariedad, el Pacto Andino quiere ser una entidad independiente y democrática en la que la Comunidad no puede más que encontrar una cierta imagen de ella misma.

Vuestra voluntad de independencia con respecto a

los bloques, que lleva a uniros para haceros escuchar mejor en la escena internacional, es comparable a la que es la nuestra.

Vuestra voluntad democrática, que simboliza la institución de un Parlamento destinado a ser elegido por sufragio universal, y que habeis expresado nuevamente, junto con otros países de América Central, en la Declaración de Santa Marta, lleva a la Comunidad Europea, y en parte a su Parlamento elegido, a sentirse muy interesado por vuestra empresa.

La apertura de negociaciones con la Comunidad el año pasado es un signo concreto de ello. Las dificultades internas del Pacto, como consecuencia del golpe de estado boliviano, ha comprometido provisionalmente la continuación de estas negociaciones. Importa, -y ésta ha sido la preocupación del Parlamento Europeo cuando manifestó su firme condena de los acontecimientos de Bolivia-, que esta situación no suponga perjuicios a los otros asociados andinos a los que la Comunidad pretende señalar su apoyo.

El contenido de esta cooperación queda en gran parte por definir. Habida cuenta de la situación de partida debemos ser realistas: todas sus modalidades no van a concretarse en un día y será necesario que trabajemos juntos, de forma progresiva, para darles cuerpo. Es importante, en primer lugar, crear el marco que permita establecer una concertación permanente entre nosotros, tanto en el terreno político como en el económico. En este marco, el Parlamento Europeo estará deseoso de mantener relaciones con el Parlamento Andino. A este respecto, y en lo que le concierne, ha emprendido la correspondiente reflexión sobre las modalidades que podrían revestir estas relaciones que desea ver rápidamente concretadas.

Así nuestras dos Comunidades, mediante las relaciones que sabrán estrechar entre nuestros continentes, deberán aportar una contribución ejemplar en este nuevo diálogo en el que deseamos ver comprometidos a todos los países y a este mundo más solidario al que aspiramos.

Simone VEIL

Caracas, 28 de Enero de 1981